

PORTANT COMPOSITION DE LA SECTION DISCIPLNAIRE COMPETENTE A L'EGARD DES USAGERS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC EXPERIMENTAL UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE

LE PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC EXPERIMENTAL UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n°2020-1527 du 7 décembre 2020 portant création de l'Université Clermont Auvergne et approbation de ses statuts ;

Vu les statuts de l'établissement public expérimental Université Clermont Auvergne ;

Vu l'appel à candidatures adressé à l'ensemble des élus du conseil de la recherche, du conseil de la formation et de la vie universitaire et du conseil des personnels enseignants et enseignants-chercheurs le 3 mars 2021 :

Vu les candidatures reçues ;

Vu le scrutin organisé par voie électronique le 1er avril 2021;

ARRETE

Article 1:

Sont déclarés élus au sein du collège 1 de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers :

Mme Sylvie DUCKI Mme Agnès TRASSOUDAINE M. Christophe TESTARD M. Patrick VERNET

Article 2:

Sont déclarés élus au sein du collège 2 de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers :

Mme Hélène CHANAL Mme Raphaëlle ESPIET-KILTY M. Hubert COITOUT M. Pierre BONNET

Article 3:

Sont déclarés élus au sein du collège 3 de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers :

Mme Mélissa VONG Mme Julie THOMAS Mme Lucie VILLEVAUD Mme Coralie PIGNOL

M. Guillaume OURTIES

M. Mathis NAPIERALA

M. Pierre PRADELEIX

M. Alexandre FURTADO

Article 4 - Dispositions diverses

Le présent arrêté sera porté à la connaissance des électeurs par voie d'affichage et sur l'intranet de l'UCA.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 1er avril 2021

Le Président de l'Université Clermont Auvergne

Mathias BERNARD

- Transmis au contrôle de légalité le

0 6 AVR 2021

- Publié le 0 6 AVR, 2021

Modalités de recours : En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.